



Acton Vale, Beloeil, McMasterville, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Saint-André-d'Acton, Saint-Barnabé-Sud, Saint-Bernard, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Damase, Saint-Denis-sur-Richelieu, Saint-Dominique, Saint-Ephrem-d'Upton, Saint-Hugues, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Jude, Saint-Liboire, Saint-Louis, Saint-Marc-sur-Richelieu, Saint-Marcel, Saint-Mathieu-de-Beloeil, Saint-Nazaire-d'Acton, Saint-Pie, Saint-Simon, Saint-Théodore-d'Acton

Rapport annuel *2009*

Saint-Thomas-d'Aquin, Saint-Valérien, Sainte-Christine, Sainte-Hélène, Sainte-Madeleine, Sainte-Rosalie, Upton, Béthanie, Granby, L'Ange-Gardien, Lawrenceville, Rougemont, Roxton, Roxton Falls, Roxton Pond, Saint-Alphonse-de-Granby, Saint-Ange-Gardien, Saint-Césaire, Saint-Joachim-de-Shefford, Saint-Michel-de-Rougemont, Saint-Paul-d'Abbotsford, Sainte-Anne-de-la-Rochelle, Sainte-Cécile-de-Milton, Shefford, Warden, Waterloo

MAC de Saint-Hyacinthe - (450) 778-6023 - MAC d'Acton Vale - (450) 778-6023 - MAC de Granby - (450) 372-7679
<http://macst-hyacinthe.qc.ca> <http://twitter.com/macsthyacinthe> mac@ntic.qc.ca
<http://facebook.com/people/Mac-St-Hyacinthe/548903251> mac@ntic.qc.ca



Organisme membre de Centraide Richelieu-Yamaska

Coordination générale, Yvan Boulay
Collaboration aux textes, Yvon Bélanger
Correction des textes, Suzanne Demers
Graphisme, mise en page, Jan-Philippe Barbeau

Table des matières

Avant-propos	5
Le Mouvement action chômage	6
Mot du président et du coordonnateur	8
Financement	12
Ressources humaines	14
Les activités de l'organisme	15
2009, turbulences et changements	23
Statistiques	
•Statistiques en défense individuelle ou collective des droits	24
•Tableau : Nombre de travailleurs aidés par région.....	25
•Tableau : Nombre de travailleurs aidés en 2007	26
•Tableau : Nombre de travailleurs aidés en 2008	27
•Tableau : Nombre de travailleurs aidés en 2009	28
•Tableau : Nombre de travailleurs aidés de 2007 à 2009 (personne / téléphone).....	29
•Tableau : Nombre de formations collectives de 2005 à 2009	30
•Tableau : Nombre de dossiers de 2006 à 2009.....	31
Concertation	32
Conclusion	33
Plan d'action 2010	35
Partenaires	37

Avant-propos

2009, une autre « grosse année » pour le MAC de Saint-Hyacinthe

Que ce soit dans la défense individuelle, les activités d'éducation populaire, l'action politique non partisane, la mobilisation ou les activités de représentation, le personnel, les membres du conseil d'administration, les bénévoles ainsi que les membres actifs de l'organisme ont tous consacré efforts et énergies à la mission du MAC de Saint-Hyacinthe car tous sont convaincus de son importance et de sa pertinence.

Pour réaliser sa mission de défense collective des droits, réussir à toucher et à rejoindre un plus grand nombre de personnes, le MAC de Saint-Hyacinthe a travaillé conjointement et activement avec les partenaires suivants :

- Solidarité populaire Richelieu-Yamaska (SPRY);
- la Corporation de développement communautaire des Maskoutains (CDC);
- la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska (CDC);
- la Coalition des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska;
- la Coalition des Sans-Chemise Saint-Hyacinthe - Acton-Vale;
- la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (TROVEP Montérégie);
- le Conseil national des chômeurs (CNC).

Dans ce rapport, nous vous présentons le travail que le MAC de Saint-Hyacinthe a effectué au sein de son organisme et avec chacune des organisations mentionnés précédemment.

Nous espérons qu'à la lecture de ce document, vous serez convaincus, comme nous, de l'importance de notre mission.

Bonne lecture !

Le Mouvement action chômage de Saint-Hyacinthe

Le Mouvement action chômage de Saint-Hyacinthe (MAC) est un organisme communautaire autonome de défense des droits des travailleurs avec ou sans emploi. Le MAC offre ses services et dispense ses activités dans les régions de Saint-Hyacinthe, de Granby et d'Acton Vale.

Mis sur pied à Saint-Hyacinthe en 1982, le MAC est devenu, au fil des ans, un organisme autonome développant ses propres activités lesquelles reposent sur l'implication de ses membres. Il est formé d'un conseil d'administration, d'une équipe de travailleurs et de bénévoles.

Notre mission est multiple. D'abord, le MAC donne des informations et des conseils auprès des travailleurs, par le biais d'un service téléphonique ou par son site Internet, de consultation conviviale. Il assure également un important service de représentation auprès de la Commission d'assurance-emploi (Centre de ressources humaines Canada) pour soutenir les gens dans les démarches visant la défense de leurs droits.

Chaque année, les travailleurs avec ou sans emploi font appel à nos services pour obtenir de l'information, pour faire une demande de révision administrative d'une décision ou encore, pour défendre leur dossier devant le Conseil arbitral ou en référence, devant le Juge-arbitre.

Ce travail juridique nous a permis d'acquérir une expertise unique que nous mettons au service des travailleurs, par exemple en publiant une documentation spécialisée et vulgarisée relative à la loi et aux règlements.

Nous organisons aussi, à l'intention des collectivités (organismes communautaires, syndicats, etc.), des sessions de formation sur la loi, de façon à renseigner les uns et les autres sur les aspects problématiques engendrés par celle-ci.

Nos services sont offerts gratuitement, mais l'ensemble de nos activités repose sur des ressources financières malheureusement très minces. Heureusement, nous pouvons compter sur la volonté et l'implication de nombreuses personnes au sein de notre organisme et sur le soutien financier non récurrent que nous procurent des syndicats, des communautés religieuses et des citoyens. En d'autres mots, nous faisons beaucoup avec peu.

Sur le plan social, le MAC s'efforce de demeurer vigilant et de s'opposer, lorsqu'il le faut, aux modifications ou au non changement dans les lois sociales, celles-ci se faisant souvent au détriment des plus défavorisés de notre société.

Nous avons un point de vue sur la société et sur ce qu'elle devrait être. Nous demeurons fidèles à nos engagements premiers et sommes animés par la volonté et l'espoir d'un monde au service des hommes et des femmes, et non pas de leur asservissement.

Pour terminer, le Mouvement action chômage de Saint-Hyacinthe tient à souligner son implication à titre de membre de différents regroupements communautaires :

- le Conseil national des chômeurs (CNC) ;
- le Front de défense de droits des non-syndiqués (FDNS) ;
- la Coalition des Sans-chemise Richelieu-Yamaska et la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (TROVEPM).

Sur le plan local, nous sommes membres des organisations suivantes :

- la Corporation de développement communautaire des maskoutains (CDC) ;
- la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska (CDC) ;
- Solidarité populaire Richelieu-Yamaska (SPRY) ;
- l'ACEF Montérégie-Est ;
- le Regroupement des accidentés de la Montérégie (RAM) ;
- la Coalition des Sans-chemise Saint-Hyacinthe/Acton-Vale/Granby.

Mot du président et du coordonnateur

2009 : notre région a quand même été affecté par la crise !

L'année 2009 représente période de stagnation sur le plan de l'emploi dans notre région. Selon le CLD Les Maskoutains, les industries de notre région n'ont pu créer en 2009, que 438 nouveaux emplois. Vingt nouvelles entreprises ont installé leur activité cette année sur notre territoire, créant à peine 152 nouveaux postes.

Toujours selon le CLD, certains de nos grands secteurs d'activité, comme celui du meuble, ont été durement affectés par la conjoncture économique alors que d'autres ont connu une année positive au plan de la création d'emplois soit l'industrie des biotechnologies et de l'agroalimentaire.

Quelques données sur le marché du travail

L'institut de la statistique du Québec nous indique que le taux de chômage au Québec s'est hissé à 8,5 % en 2009. Cette augmentation résulte du fléchissement de l'emploi (-1,0 %) et de la croissance de la population active (+ 0,3 %). Le nombre d'emplois perdus (- 37 500) est plus élevé que le nombre de personnes qui s'ajoutent à la population active (+ 14 500).

L'institut mentionne aussi que pour la première fois depuis 1976, le nombre des 55 ans et plus faisant partie de la population active a été supérieur à celui des 15-24 ans. La ventilation du taux de chômage selon le sexe indique une plus grande augmentation chez les hommes.

C'est le recul de l'emploi plus fort chez les hommes que chez les femmes qui explique cette situation, la population active ayant augmenté plus faiblement chez les premiers. Le nombre de chômeurs de sexe masculin s'est accru de 38 200 (+ 21,2 %), comparativement à 13 700 (+ 11,1 %) chez les femmes. Depuis 1991, le taux de chômage féminin a toujours été inférieur au taux masculin et l'année 2009 a présenté le plus grand écart entre les sexes, soit de 3,0 points de pourcentage.

En 2009, le taux de chômage a augmenté dans tous les groupes d'âge; l'accroissement le plus important a été constaté chez les plus jeunes, soit de 3,2 points de pourcentage (15,3 %). Les deux autres groupes ont affiché une hausse similaire : le taux augmente de 0,9 point chez les 25-54 ans et de 0,8 point chez les 55 ans et plus. Depuis le début de la série chronologique (1976), le taux de chômage des 15-24 ans est supérieur aux taux des deux autres groupes d'âge (respectivement 7,2 % et 7,6 % en 2009).

Le MAC, fidèle à sa mission première

Le peu de création d'emploi dans la région en 2009, la précarité de beaucoup d'emplois liés à la récession a eu pour effet de précipiter beaucoup de nos travailleurs et ce bien malgré eux, en situation de chômage.

Fidèle à sa mission première, notre organisme a joué un rôle proactif en offrant ses services et son expertise à ceux et celles qui devaient traverser ces moments difficiles.

En tant qu'organisme communautaire autonome, le MAC a répondu, dans la mesure du possible, aux besoins de la communauté, en collaboration avec les diverses instances du milieu. D'abord en se situant comme un important « diffuseur » d'informations, notamment en ce qui a trait aux dispositions de la Loi de l'assurance-emploi et des normes minimales sur le travail.

Diffuser l'information

À cet égard, les outils dont s'est doté notre organisme depuis quelques années ont été d'une précieuse utilité. Notre site Internet, par exemple, a permis un accès facile et gratuit au « Petit guide des chômeurs et chômeuses » qui répond à bon nombre de questions que se posent les gens qui perdent leur emploi.

De plus, l'acheminement régulier de notre bulletin « Synthèse EXPRESS », qui propose une revue de presse du monde du travail, a permis d'informer nos nombreux abonnés (+500). Enfin, nous avons innové en nous inscrivant à différents réseaux sociaux, que ce soit sur Facebook (+ de 1500 « amis ») et sur Twitter.

Nous avons également répondu à des demandes plus spécifiques provenant à la fois des travailleurs, des syndicats ou même des médias locaux ou nationaux. Par des rencontres personnelles, ou de groupes, nous avons mis notre expertise au service de la communauté pour répondre à des besoins d'information.

De manière plus générale, cette présence dans la communauté s'est manifestée, encore cette année, par la publication hebdomadaire de la chronique « Le Mac vous informe », publiée dans Le Clairon de Saint-Hyacinthe. Il s'agit d'un outil d'information non négligeable pour les travailleurs qui doivent s'initier aux rudiments de la Loi de l'assurance-emploi.

Implication active pour les modifications à la Loi sur l'assurance-emploi

Parallèlement à ses activités reliées aux problématiques engendrées par les pertes massives d'emplois, le MAC a poursuivi son travail de fond pour susciter des modifications nécessaires à la Loi de l'assurance-emploi.

Ainsi, nous avons participé aux différentes rencontres du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC).

Dans la même veine, sur le plan régional, le MAC s'est impliqué dans : la Coalition des Sans-chemise Richelieu-Yamaska, dans la Coalition des Sans-chemise Saint-Hyacinthe/Acton-Vale/Granby, à Solidarité populaire Richelieu-Yamaska (SPR-Y), à la TROVEPM et au Carrefour des groupes populaires ainsi qu'à la Coalition du 17 octobre.

Le MAC répond présent

Comme vous pourrez le constater à la lecture de ce rapport, le Mouvement action chômage de Saint-Hyacinthe a joué pleinement son rôle d'organisme voué à la défense collective des droits. Son statut de groupe communautaire autonome lui a aussi permis de s'adapter rapidement aux besoins engendrés par les nombreuses pertes d'emplois.

Mais son rôle ne s'est pas arrêté là. Dans un contexte économique particulièrement difficile où les forces vives du milieu sont appelées à se solidariser, le MAC a répondu présent. En effet, en plus d'assurer un service essentiel d'information, notre organisme a établi et favorisé des liens entre les divers intervenants impliqués dans bon nombre de dossiers dont, ceux de Beaulieu Canada, d'Olymel Saint-Hyacinthe et du Groupe Lacasse.

L'objectif était évidemment d'éviter ou de retarder - autant que faire se peut - ces licenciements massifs qui engendrent inévitablement des drames humains et sociaux. Bien sûr, le MAC a conservé sa mission première, à savoir la défense des travailleurs avec ou sans emploi, mais il a relevé le défi d'adapter ses pratiques aux nouvelles réalités de l'économie régionale dictées par la conjoncture mondiale.

Remerciements

En tant qu'organisme à but non lucratif, nous tenons à remercier sincèrement nos partenaires qui contribuent activement à la poursuite de notre mission.

Nous remercions également nos administrateurs bénévoles qui nous permettent - grâce à leur implication dévouée - de maintenir et de faire grandir une vie associative et démocratique riche en valeurs humaines. Par la même occasion, nous invitons ceux et celles qui voudraient enrichir notre équipe, par leur action bénévole, à communiquer avec nous.

Enfin, nous saluons nos partenaires du milieu communautaire, de même que tous les organismes locaux et régionaux avec lesquels nous travaillons et qui nous apportent leur collaboration. Nous sommes convaincus que tous ces gestes de solidarité se maintiendront tout au long de la prochaine année, de manière à soutenir ceux et celles qui, dans notre communauté, en ont bien besoin en ces temps particulièrement difficiles.

Merci et bonne lecture !

Robert Ransom, président du CA et Yvan Boulay, coordonnateur

Financement

Le financement du Mouvement action chômage de Saint-Hyacinthe en 2009 a été assuré par différents bailleurs de fonds et donateurs :

Dons financiers ou dons de solidarité

Centraide Richelieu-Yamaska ;
CLD les Maskoutains ;
CLD région d'Acton-Vale ;
CFID, radio d'Acton-Vale ;
Le Loup rouge ;
Sogetel ;
L'Élan demain, centre psychosocial ;
Le Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC) ;
La Résidence funéraire Maska ;
CNC (Conseil national des chômeurs).

Dons des communautés religieuses

Corporation des Capucins ;
Congrégation de Notre-Dame du Québec ;
Congrégation des Soeurs de la Providence ;
Congrégation des Soeurs de la Présentation de Marie ;
Congrégation des Soeurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée Conception ;
Congrégation des Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (Mgr Moreau) ;
Congrégation des Soeurs Grises (Hôtel-Dieu de Nicolet) ;
Congrégation des Soeurs des Saints Coeurs de Jésus et de Marie ;
La Province canadienne des Pères Sainte-Croix ;
La Maison provinciale des filles de la charité du Sacré-Coeur de Jésus.

Dons des syndicats locaux

Syndicat de l'enseignement Val-Maska ;
Syndicat des employés du Centre hospitalier Honoré Mercier (CSN) ;
Syndicat des professeurs du Cégep de Saint-Hyacinthe ;
Syndicat des travailleurs Olympia Saint-Simon ;
Syndicat des travailleurs Olymel Saint-Hyacinthe ;
Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Dons des syndicats régionaux

Conseil central de la Montérégie (CSN) ;
Conseil central Haute-Yamaska (CSN).

Dons des syndicats provinciaux

Syndicat Québécois de la Construction.

Dons des députés

Madame Ève Mary Thaï Thi Lac, députée fédérale de Saint-Hyacinthe--Bagot ;
Monsieur Émilien Pelletier, député de Saint-Hyacinthe à l'Assemblée nationale ;
Monsieur Étienne-Alexis Boucher, député de Johnson à l'Assemblée nationale ;
Monsieur François Bonnardel, député de Shefford à l'Assemblée nationale ;
Monsieur Robert Vincent, député fédéral de Shefford ;
Monsieur Pierre Curzi, député de Borduas à l'Assemblée nationale ;
Monsieur Yves Lessard, député fédéral de Chambly-Bourduas.

Subventions ou programmes gouvernementaux

Secrétariat à l'Action Communautaire Autonome et aux Initiatives Sociales (SACAIS) ;
Programme Placement Carrière-Été (Service Canada).

Nous sommes très reconnaissants envers cette générosité et ces appuis. Ce soutien financier est aussi un soutien moral et un encouragement à progresser dans la même voie.

Ressources humaines

Employés

Administration

- Yvan Boulay, coordonnateur.

Ont travaillé pour le MAC (employés ou contractuels) au cours de l'année

- Yvon Bélanger, agent d'information ;
- Félix-Étienne Tétreault, agent d'information ;
- Lucie Gagnon, agente d'information ;
- Yvan Bousquet, plaideur ;
- Jan-Phillippe Barbeau, graphisme ;
- David Fredette, informatique ;
- Ghislain Lemonde, tenue de livre ;
- Info-Spic, comptabilité et bilan financier annuel.

Administrateurs

- Robert Ransom, président ;
- Suzanne Rivard, vice-présidente ;
- Suzanne Demers, trésorière ;
- Guy-Albert Dagenais, secrétaire ;
- Christian Desrochers, administrateur.

Bénévolat

En plus des 5 administrateurs du conseil d'administration, le Mouvement action chômage de Saint-Hyacinthe, compte plus de 20 bénévoles qui ont accepté de prendre en charge différentes responsabilités au sein de notre organisme et ils nous ont accompagnés tout au long de l'année.

Un grand merci à tous et toutes pour leur implication.

Les activités de l'organisme

Les membres

Vingt membres actifs se sont impliqués dans les activités de l'organisme en 2009. Le MAC compte 163 membres individuels ou solidaires qui croient à notre mission.

Afin que le MAC de Saint-Hyacinthe ait une vie associative active, nos membres sont conviés à s'impliquer dans le cadre de nos différentes activités. Toutefois, le fait que nos membres soient encore actifs sur le marché du travail rend parfois difficile leur implication dans toutes les activités proposées.

La défense individuelle des droits

La défense des droits des travailleurs avec ou sans emploi, sur une base individuelle, demeure plus que jamais d'une grande importance pour l'organisme. Au cours du dernier exercice, nous avons informé, accompagné et défendu énergiquement les travailleurs dans leurs démarches visant à obtenir justice et équité.

Nous tenons à souligner la générosité de la CSN de la Haute-Yamaska et du CLSC d'Acton-Vale qui mettent gratuitement des locaux à notre disposition. Cette opportunité permet notre présence dans ces régions afin de combler le manque de ressources en défense de droits concernant les problématiques liées à l'assurance-emploi et aux normes minimales du travail.

Nous collaborons aussi avec différents organismes qu'ils soient communautaires, syndicaux ou publics, afin de soutenir les travailleurs avec ou sans emploi et leur donner ainsi l'opportunité d'améliorer leur situation. Avec cette aide, nous donnons à ces gens l'espoir qu'il est possible de s'en sortir.

Tout ce travail ne peut se faire sans partenaires. Ainsi, la précieuse collaboration des députés fédéraux madame Ève Mary Thāi Thi Lac, monsieur Robert Vincent et monsieur Yves Lessard, monsieur Christian Ouellet, des députés provinciaux monsieur Émilien Pelletier, monsieur Étienne-Alexis Boucher, monsieur François Bonnardel et monsieur Pierre Curzi, nous a permis d'accompagner et de soutenir la démarche bon nombre de travailleurs des régions de Saint-Hyacinthe, de Granby et d'Acton-Vale et de la Rive-Sud de Montréal.

Une aide inestimable nous a également été apportée par Me Roch Guertin, Me Johanne Lépine et Yvan Bousquet dans le cadre du volet assurance-emploi et de celui de la défense des droits individuels et collectifs.

La formation, l'information, défense collective des droits et participation dans la communauté

Le MAC de Saint-Hyacinthe diffuse de l'information et offre un service de défense individuelle autant à ses membres qu'aux travailleurs avec et sans emploi de la région.

Nous nous donnons aussi comme mission de tenir des activités concernant la vie associative, l'éducation populaire et la défense collective des droits.

Formation

Ateliers de formation

Le MAC de Saint-Hyacinthe a offert des ateliers de formation répondant aux besoins exprimés par les travailleurs avec ou sans emploi. Les thèmes retenus cette année étaient :

- des formations sur la Loi d'assurance-emploi et sur les interactions entre les lois sociales ;
- des cliniques populaires s'adressant aux prestataires d'assurance-emploi ;
- des formations sur les rôles et mandats des instances décisionnelles de l'organisme ;
- des rencontres thématiques sur différents dossiers sociaux.

Café-Rencontre

Notre Café-Rencontre a abordé différentes thématiques reliées à l'assurance-emploi. En plus d'une formation, ces rencontres ont permis d'offrir aux participants un lieu de socialisation et d'entraide. Nous sommes fiers de constater que cette initiative a intéressé et surtout apporté du réconfort aux travailleurs avec ou sans emploi.

Information

Site Internet

En 1999, le MAC avait estimé que l'Internet pouvait constituer un canal privilégié d'information. Ainsi, depuis son instauration, le site Web du MAC a été visité à plus de 362 426 reprises.

Uniquement en 2009, il a été consulté à plus de 44 498 occasions et cette fréquentation ne pourra qu'augmenter au cours des prochaines années. Force est de constater que nous avons répondu adéquatement aux besoins de nos utilisateurs qui demandaient de rendre plus conviviale et accessible la recherche d'informations relatives aux différentes lois sociales liées au marché du travail.

Disponible sur notre site depuis 2004, le « Petit guide de survie des chômeurs et chômeuses », ce précieux outil initié par le Comité de Chômage de Montréal, a été très populaire auprès des internautes. Il importe de noter que le MAC de Saint-Hyacinthe a collaboré à la rédaction de ce guide. Une édition complètement actualisée a été mise en ligne au cours de l'été 2009.

Bien que fort complet, le site Internet ne peut toutefois répondre à toutes les interrogations des personnes vivant des situations problématiques. Pour bon nombre d'entre elles, cette recherche sur le web constitue néanmoins la porte d'entrée vers une aide plus personnalisée. Certaines utiliseront le courriel, d'autres feront un appel téléphonique alors que d'autres se rendront directement à nos bureaux pour obtenir des solutions plus élaborées à leur problème.

Nous avons ajouté aussi deux volets d'informations supplémentaires sur internet, soit le biais de Facebook et de Twitter.

La défense collective des droits et éducation populaire

Sur le plan national

Notre organisme a participé aux rencontres du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC) tenues à Montréal ou en région afin de trouver des solutions visant à améliorer le régime de l'assurance-emploi.

Sur le plan tant régional et municipal

Notre organisme siège au CA de Solidarité populaire Richelieu-Yamaska (SPRY) et au CA du Carrefour des Groupes Populaires. Notre présence au CA de SPRY nous permet d'être régulièrement en contact avec les gens de notre région et de participer à l'organisation d'activités d'éducation populaire telles des déjeuners-causeries ou des journées de formation.

Nous nous impliquons dans des organismes telles, que la CDC des Maskoutains, la CDC de la Haute-Yamaska, la TROVEPM, les Sans-Chemise Richelieu-Yamaska, et les Sans-Chemise Saint-Hyacinthe /Granby/Acton-Vale. À titre d'exemple, le MAC était un partenaire actif auprès des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska, les Sans-Chemise Saint-Hyacinthe – Acton-Vale, la CDC des Maskoutains et Solidarité populaire Richelieu-Yamaska (SPRY), pour la réalisation d'une soirée-débat dans le cadre de l'élection municipale 2009 à la Ville de Saint-Hyacinthe.

Comme membre actif de la TROVEPM, le MAC s'est impliqué, en 2009, dans la campagne nationale visant le rehaussement du financement des groupes de

défense des droits et nous poursuivons notre participation aux divers travaux reliés à notre région.

Notre participation et notre travail collectif dans notre communauté

Aussi souvent qu'il a été possible de le faire, notre organisme a participé aux différentes activités organisées par la CDC des Maskoutains, la CDC de la Haute-Yamaska, Solidarité Populaire Richelieu-Yamaska (SPRY), la TROVEP Montérégie, les Sans-Chemise Richelieu-Yamaska, Sans-chemise Saint-Hyacinthe – Acton-Vale et le Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC).

Le MAC de Saint-Hyacinthe priorise ce travail de concertation avec les partenaires du milieu car c'est ensemble que nous réussissons à changer les choses.

Solidarité Populaire Richelieu-Yamaska (SPRY)

Siéger au Conseil d'administration de SPRY nous a permis de participer régulièrement à la préparation des déjeuners-causeries mensuels et à des journées de formation reliées aux interrogations et aux préoccupations de notre milieu. Nous avons joint aussi occasionnellement nos efforts à ceux d'autres organismes membres du SPR-Y pour la réalisation de projet concernant des thématiques particulières, comme la journée du 8 mars (journée des femmes) ou bien celle de la fête des travailleurs ou celle du 17 octobre (journée internationale pour l'élimination de la pauvreté).

En plus des traditionnels déjeuners « Toast » et de la journée de formation du 23 mars 2010, deux activités ont été particulièrement intéressantes à SPRY.

À cet égard, nous avons présenté la vidéo « À force de conviction... » du Conseil National des Chômeurs qui a été réalisé par deux anciens travailleurs du MAC, Ian Forand et Félix-Étienne Tétreault. Ce film relate les combats menés depuis tant d'années, pour la refonte et surtout l'amélioration du régime d'assurance-emploi.

Par ailleurs, nous avons soutenu SPRY dans l'organisation d'un débat dans le cadre des élections municipales de novembre 2009. Ce débat était le premier pour lequel les conseillers municipaux avaient l'occasion de s'exprimer devant public. Ils ont eu l'opportunité de présenter leurs points de vue sur les principaux dossiers locaux.

Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (TROVEPM)

Rappelons que les priorités de la TROVEPM sont divisées en quatre volets : l'éducation populaire, les luttes sociales, la vie associative, la reconnaissance et le financement.

Notre implication à la TROVEPM pour 2009, s'est concentrée sur les points suivants :

Financement des organismes en défense collective des droits

Le MAC, comme beaucoup d'organismes semblables à nous, vit une grande précarité quant à son financement. Dans le cadre d'une activité organisée par TROVEPM, nous avons rencontré avec d'autres organismes communautaires, les élus locaux afin de les conscientiser à cette problématique. À ce sujet, le député de Saint-Hyacinthe, Émilien Pelletier a affirmé, qu'il nous soutiendrait dans nos demandes auprès du gouvernement du Québec.

Campagne de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics « Bâtir ensemble une société de cœur »

L'objectif de cette campagne était de rejoindre l'ensemble des députés du gouvernement du Québec dans le but de :

- faire connaître le travail et la mission des organismes de défense collective des droits ;
- faire état du sous-financement criant auquel nous devons faire face, et des conséquences sur notre mission ;
- Que les députés interviennent en notre faveur auprès du ministre Sam Hamad et de leurs collègues.

De plus, et pour concrétiser cette campagne, un texte proposé par le MÉPACQ a été transmis par télécopieur aux députés.

En 2010, une marche se tenait à Montréal le 1^{er} avril pour dénoncer la tarification, les compressions et la privatisation des services publics.

Coalition des Sans-Chemise

Notre implication à l'intérieur des diverses Coalitions de Sans-Chemise revêt pour nous une grande importance.

Les Coalitions de Sans-Chemise ont comme membres des acteurs du milieu communautaire, du secteur public, de la pastorale sociale, de différentes centrales syndicales, et de divers représentants politiques.

Notre implication à l'intérieur de ces Coalitions, nous permet d'être plus présent et plus au fait des grands enjeux.

Que ce soit par des activités politiques non partisans ou par des campagnes de revendication ou d'information, cette coopération favorise l'échange régulier d'information avec d'autres acteurs régionaux. Cela nous permet aussi de mieux diriger nos travaux afin d'atteindre les objectifs de notre mission et d'informer adéquatement la population face aux grands enjeux dans notre société.

2009, une année de discussion et de préparation pour la Coalition Nationale des Sans-Chemise

Au cours de l'été et lors de la rentrée parlementaire de l'automne, la Coalition a été extrêmement active à la préparation d'une possible campagne électorale fédérale. Celle-ci s'articulait autour de la mise en place de discussions avec les partenaires de la Coalition (CSN-FTQ-CSQ-CSD) afin de faire consensus sur un thème de campagne; d'établir et de convenir des budgets nécessaires ainsi que d'arrimer tous les autres détails afférents à un déploiement d'une telle campagne. Tout ce travail étant fait, la Coalition Nationale des Sans-Chemise est prête à répondre à un éventuel déclenchement d'élection.

Coalition des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska

Faisant suite à la Journée de réflexion organisée par Coalition nationale qui se déroulait le 7 février 2009 à Montréal, la Coalition des Sans-Chemise R-Y a participé à la campagne « Sortir de la crise ensemble ... ».

Cette campagne, s'est tenue au printemps 2009 et visait à susciter l'appui des municipalités, des MRC ainsi que des principaux acteurs économiques afin d'arriver à une déclaration commune pour des améliorations notables au régime d'assurance-emploi actuel.

Celle-ci s'est déroulée sur l'ensemble du territoire québécois et a obtenu le soutien de la majorité des municipalités du Québec. Cette campagne publique doit sa réussite à l'implication de nos militants qui ont réussi à établir les contacts nécessaires et à convaincre les acteurs économiques à l'importance d'appuyer une telle démarche.

Comité des Sans-Chemise Saint-Hyacinthe/Acton-Vale/Granby

À la suite à la campagne « Sortir de la crise ensemble ... » de la Coalition nationale des Sans-Chemise, il était primordial pour le Comité des Sans-Chemise Saint-Hyacinthe/Acton-Vale/Granby, de maintenir les contacts avec les forces vives de notre région.

Dans ce but, notre Comité régional s'est impliqué pour une deuxième année consécutive dans le Comité organisateur de la fête des travailleurs du 1^{er} mai.

Pour la région d'Acton-Vale, nous avons rencontré mesdames Martine Gauthier et Hélène Cotnoir du syndicat de l'usine #4 de Beaulieu Canada. Ces liens nous ont permis d'asseoir notre présence et notre crédibilité dans cette région.

En ce qui concerne la région de Granby, le Comité est devenu membre du Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) de Granby. Celui-ci élabore des activités visant à lutter contre la pauvreté. Il nous est apparu opportun d'y adhérer considérant la similitude de nos objectifs. Tout comme le MAC de Saint-Hyacinthe, les Sans-Chemise se sont impliqués auprès du Comité conjoint CDC de la Haute-Yamaska et GASP notamment dans la réalisation d'analyses tant sociales que politiques.

Enfin, et pour maintenir une présence continue, le Comité des Sans-Chemise Saint-Hyacinthe/Acton-Vale/Granby au courant de l'été 2009, mis en ligne un site Internet ainsi qu'une page « Facebook » profil et groupe. Ces liens sociaux nous aident à informer autant la population, les groupes que les élus sur notre travail visant à une réforme de la Loi de l'assurance-emploi.

Le Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC)

Le CNC est constitué de sept organismes voués à la défense des droits de travailleurs avec ou sans-emploi. Le CNC s'est donné comme objectif de favoriser l'émergence de changements majeurs à la Loi sur l'assurance-emploi afin que plus de chômeurs aient accès au régime d'assurance-emploi. Le tout se déroule dans le cadre d'un large consensus avec des partenaires syndicaux et sociaux.

Au sein du CNC, notre organisme a pour principal mandat d'assumer la responsabilité du volet communication et diffusion de l'information. En 2009, le MAC s'est davantage impliqué au sein du regroupement en acceptant un poste d'administrateur au Comité de coordination.

L'année 2009 aura été forte en rebondissements. En effet, jamais depuis les compressions imposées au régime d'assurance-emploi au cours des années quatre-vingt-dix (les réformes de 1990, 1993 et 1996), nous sommes venus aussi près d'atteindre notre objectif, soit celui de régler la question de l'admissibilité et de recouvrer un régime qui protège mieux les travailleurs qui perdent leur emploi.

Tout n'a pas été simple, loin s'en faut, considérant que de nombreux facteurs extérieurs interviennent dans l'analyse des partenaires du CNC. Notre regroupement est tout de même parvenu, comme lors des campagnes précédentes, à établir des accords solides avec l'ensemble des composantes de la Coalition des Sans-Chemise.

En d'autres termes, le CNC était prêt pour un déclenchement d'une campagne électorale. Le CNC a maintenu ses échanges avec des représentants des partis politiques de l'opposition parlementaire, et avec des représentants du mouvement syndical canadien.

Par ailleurs, le CNC a obtenu une rencontre à Ottawa, le 29 septembre 2009, dans les locaux du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), avec la Coalition ontarienne « Good Jobs for All », représentée par divers syndicats de Toronto, pour favoriser et coordonner un élargissement des actions.

L'année 2009 aura été très particulière. Ainsi, dans un contexte de récession, la question de l'assurance-emploi a été au centre de la politique fédérale. Elle a retenu l'attention et polarisée l'opinion comme rarement nous y avons assisté. Nous avons tous crus, à l'instar de bien d'autres, que nous étions proches de notre but.

Certaines manœuvres (projet de loi C-50 sur la prolongation de la période de prestations), et d'autres raisons aussi, ont pourtant fait en sorte de créer une diversion et retarder une fois de plus ce moment.

Il s'agit cependant que d'un report car nous sommes convaincus qu'il en est ainsi. Le CNC a la capacité de maintenir la pression ainsi qu'une présence sur la scène publique pour permettre de poursuivre le travail, de continuer à débattre, de chercher à convaincre, de rallier plus et plus encore. La cause avancera et se rendra à sa destination. Voilà le chemin dans lequel tous les groupes du CNC sont engagés.

2009, turbulences et changements

En 2009, le MAC de Saint-Hyacinthe a dû s'adapter rapidement pour répondre aux besoins des nombreux travailleurs qui avaient perdu leurs emplois. En raison de la récession, ceux-ci vivaient cette situation avec beaucoup plus de difficulté. Elle rendait difficile aussi pour eux, la possibilité de se trouver rapidement un emploi à la mesure de leurs talents et aspirations.

Nous avons, à cet effet, modifié nos techniques d'interventions, pour nous permettre d'accompagner sur une plus longue période les travailleurs ayant utilisé nos services.

Nous avons créé avec d'autres organismes communautaires, ce qu'on pourrait appeler une « cellule de crise multi » permettant de mettre nos ressources en commun pour soutenir plus efficacement nos travailleurs vivant des problématiques.

L'année 2009 aura été aussi l'année des grands changements pour Service Canada. La régionalisation des bureaux de la Commission en Montérégie eut comme conséquence que le bureau régional de Service Canada à Saint-Hyacinthe est devenu qu'un simple point de service. L'administration, les archives, la gestion des dossiers, les prises de décisions, sont toutes transférées sur la Rive-Sud de Montréal, soit à Brossard ou à Boucherville. Ce nouveau mode de fonctionnement fait trop rapidement à notre avis, à créer, mille et un problèmes au MAC et aux chômeurs de notre région. Comme exemple : délais dans la gestion des dossiers, décision prise à la va-vite en escamotant les règles habituelles d'enquête, perte de dossiers, impossibilité aussi de connaître l'agent titulaire dans beaucoup de dossiers, tracasseries administratives, etc. Tout cela rendait plus difficile une intervention rapide de la part de notre organisme dans les dossiers en litige. À cet égard, nous avons exigé et obtenu une rencontre avec Service Canada pour discuter de ces problématiques.

Les effets additionnés de la récession et au réingéniering de la Commission ont eu pour effet d'alourdir considérablement notre travail, autant sur le plan de l'accompagnement que de la défense des droits. Nous avons dû ajouter du personnel supplémentaire et puiser dans nos réserves financières pour nous permettre de mieux répondre à cette nouvelle réalité.

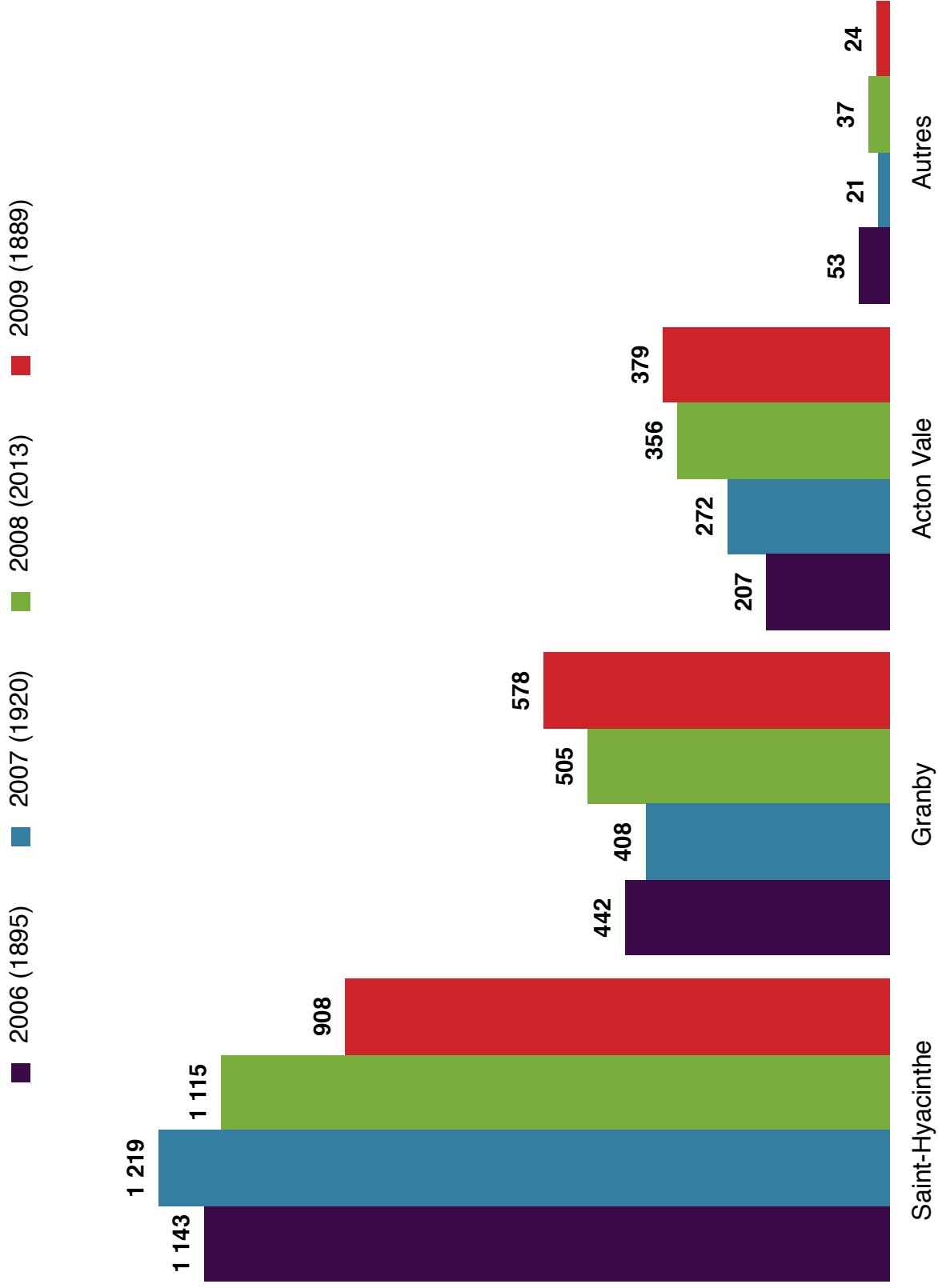
Toute une année

Vous verrez dans les prochaines pages, que se soit sous forme de statistiques ou de graphiques, tout le travail qu'a effectué notre équipe au courant de la dernière année auprès des travailleurs avec ou sans-emploi. Nous avons également retenu la suggestion faite par un membre lors de la dernière assemblée générale annuelle qui souhaitait que certaines données soient davantage mises en évidence tout en ayant un souci de simplification pour faciliter une meilleure compréhension de la part du lecteur.

Statistiques en défense individuelle ou collective des droits

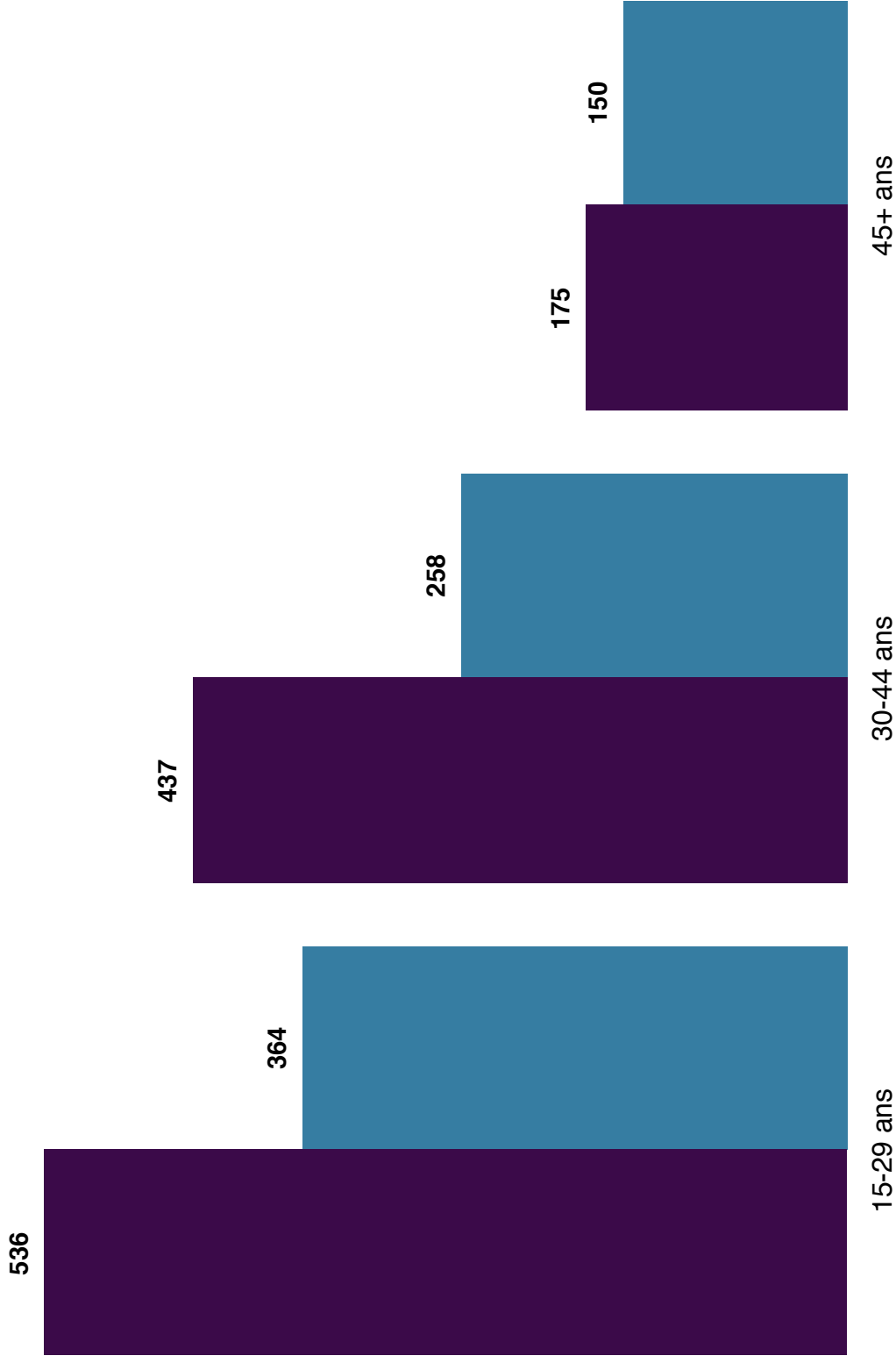
Nombre d'intervention par principaux thèmes (assurance-emploi)		
	2008	2009
Admissibilité aux prestations	140	256
Antidatation	32	24
Assurabilité de l'emploi (Revenu Canada)	10	12
Congédiement ou inconduite	256	317
Départ volontaire	263	349
État de chômage	235	347
Prestations spéciales et RQAP	61	91
Trop-payé	24	29
Trop-payé, fausse déclaration et avis de violation	87	224
Autres thèmes	1438	601
Total*	2546	2250
<i>* incluant tous les types d'interventions</i>		
Nombre de dossiers		
Contestation et Conseil arbitral	53	68
Contestation et Juge-Arbitre	7	8
Demande de révision administrative	41	29
Autres types de dossiers	185	284
Total pour l'année	286	389
Total des dossiers actifs (incluant années précédentes)	436	584
Information ou formation		
Individuelle	1843	1546
Collective	417	215
Total	2260	1861
Autres		
NMT et CSST (intervention ou référence)	103	134
Dossiers	27	46
Total	130	180
Nombre de visites sur notre site Internet	41423	44498
Total depuis 1999		362426
Nombre total de travailleurs aidés	2013	1889

Nombre de travailleurs et travailleuses aidés par région



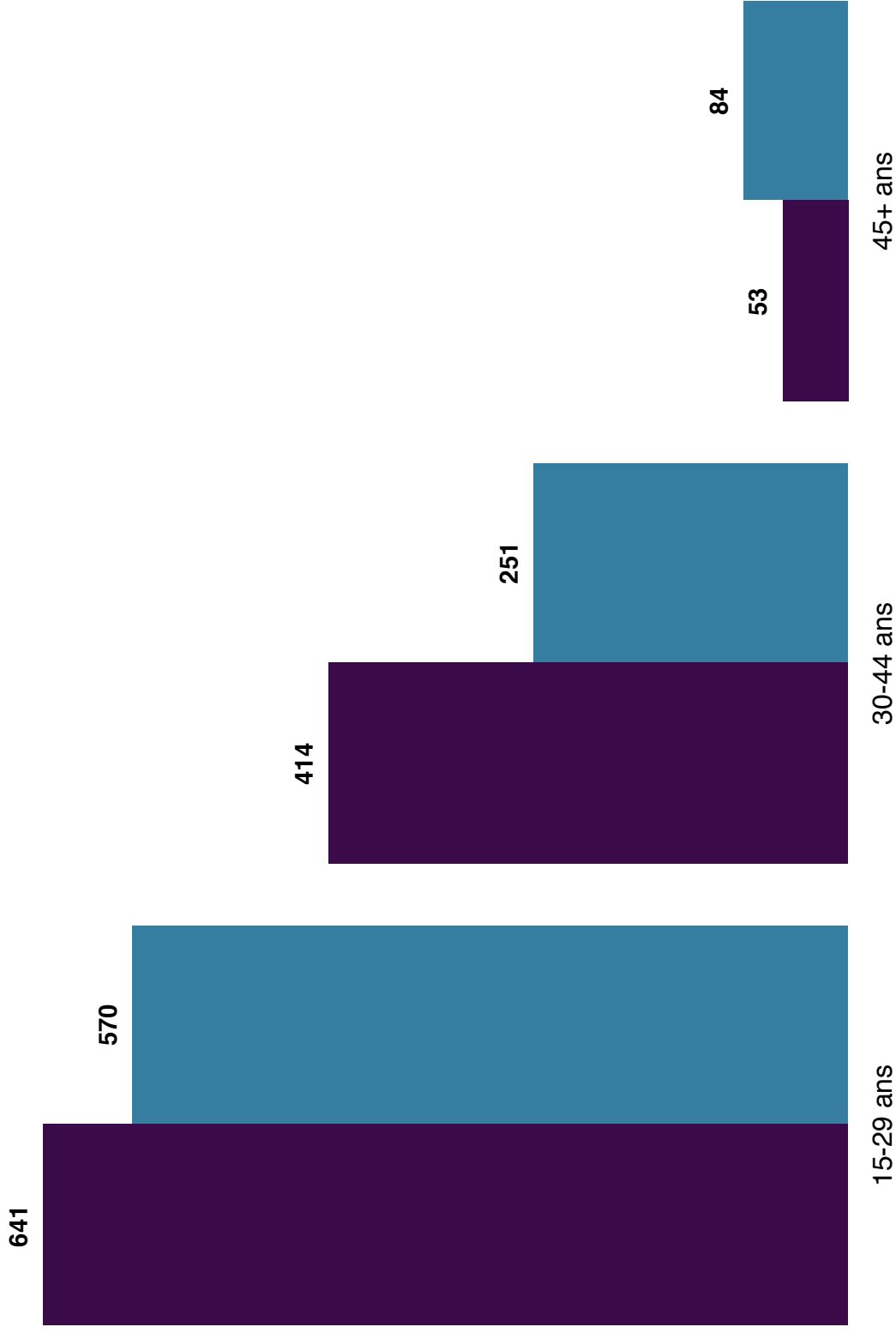
Nombre de travailleurs et travailleuses aidés en 2007

■ Hommes (1148) ■ Femmes (772)



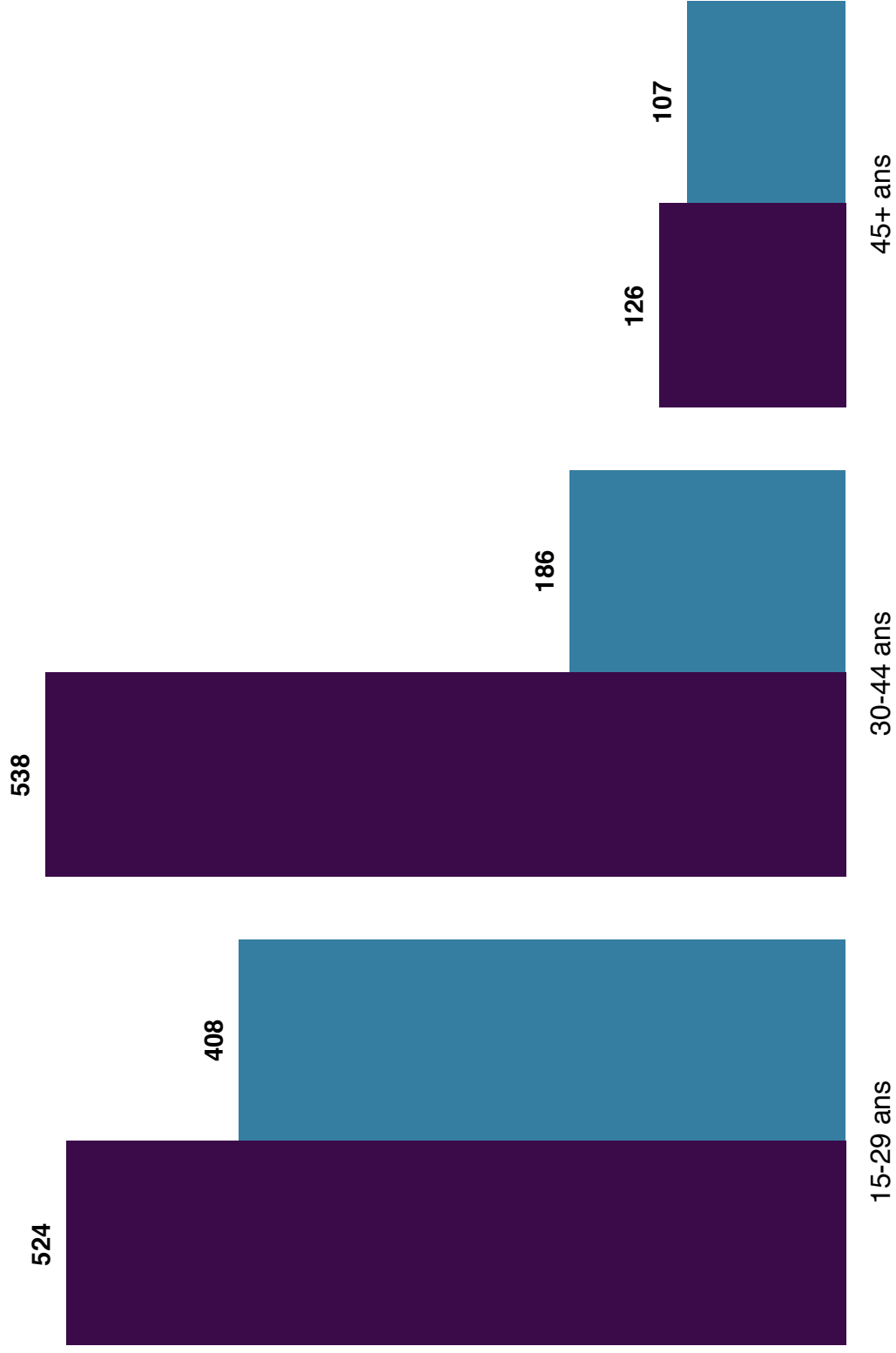
Nombre de travailleurs et travailleuses aidés en 2008

■ Hommes (1108) ■ Femmes (905)

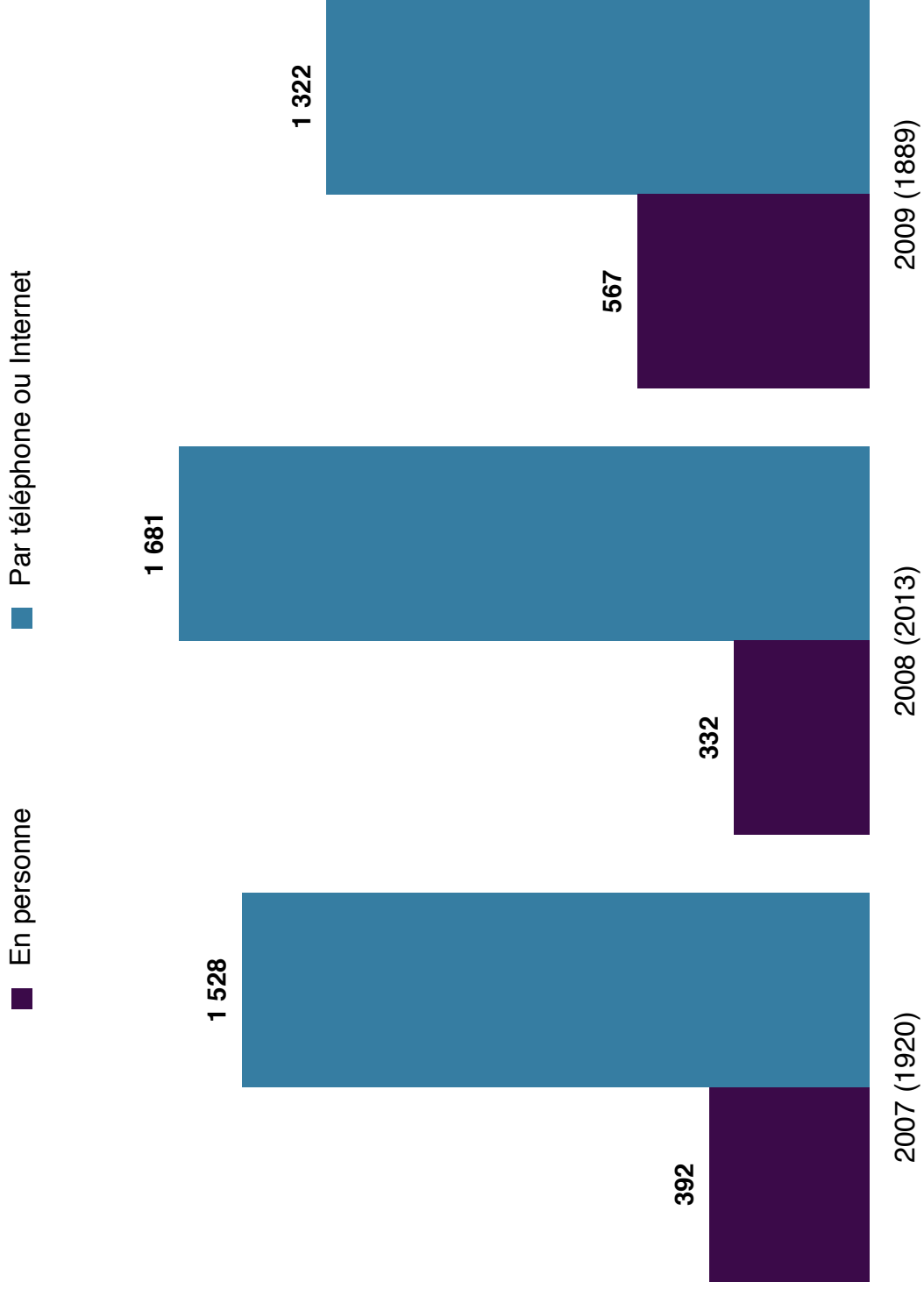


Nombre de travailleurs et travailleuses aidés en 2009

■ Hommes (1188) ■ Femmes (701)

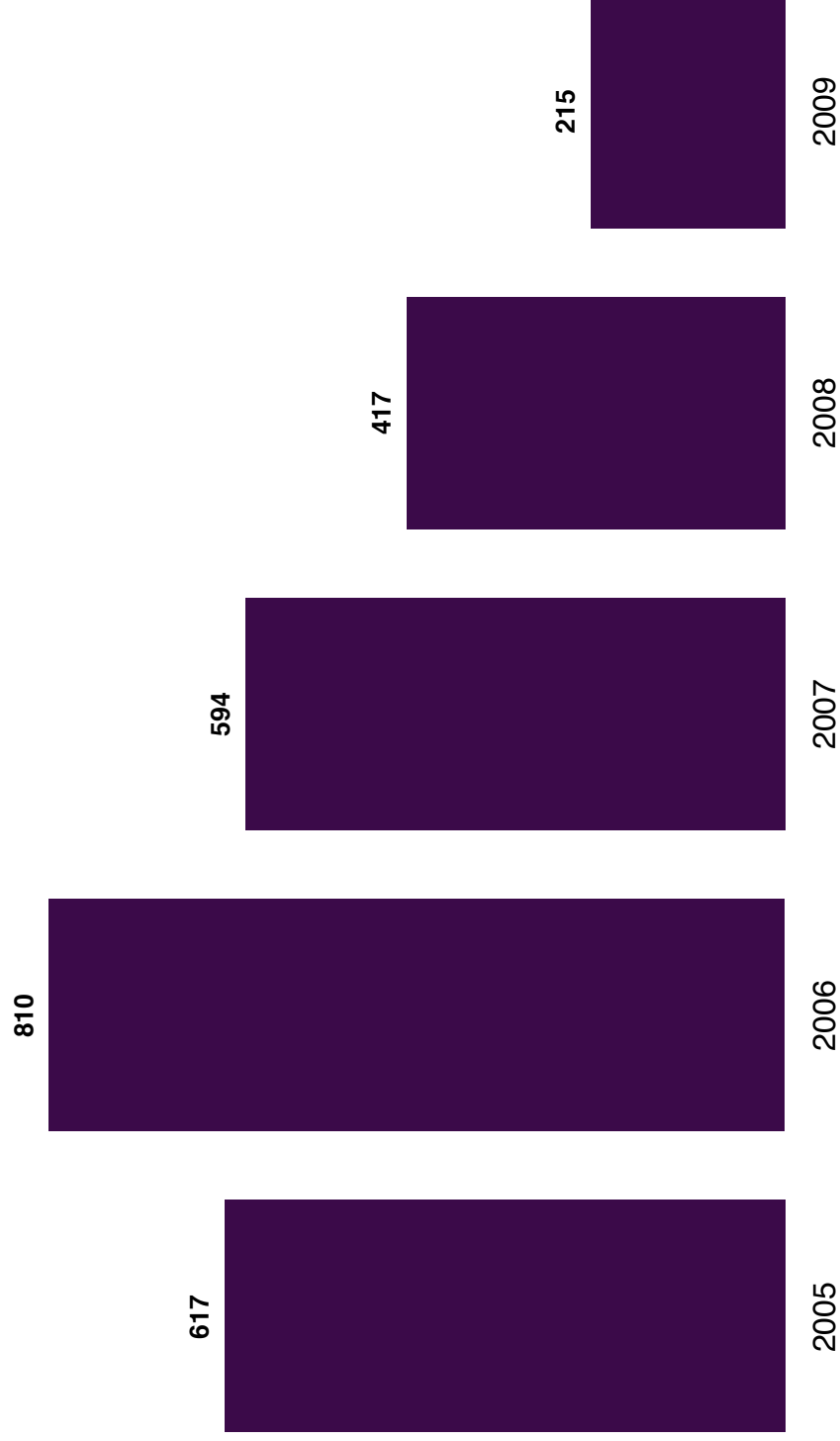


Nombre de travailleurs et travailleuses aidés de 2007 à 2009

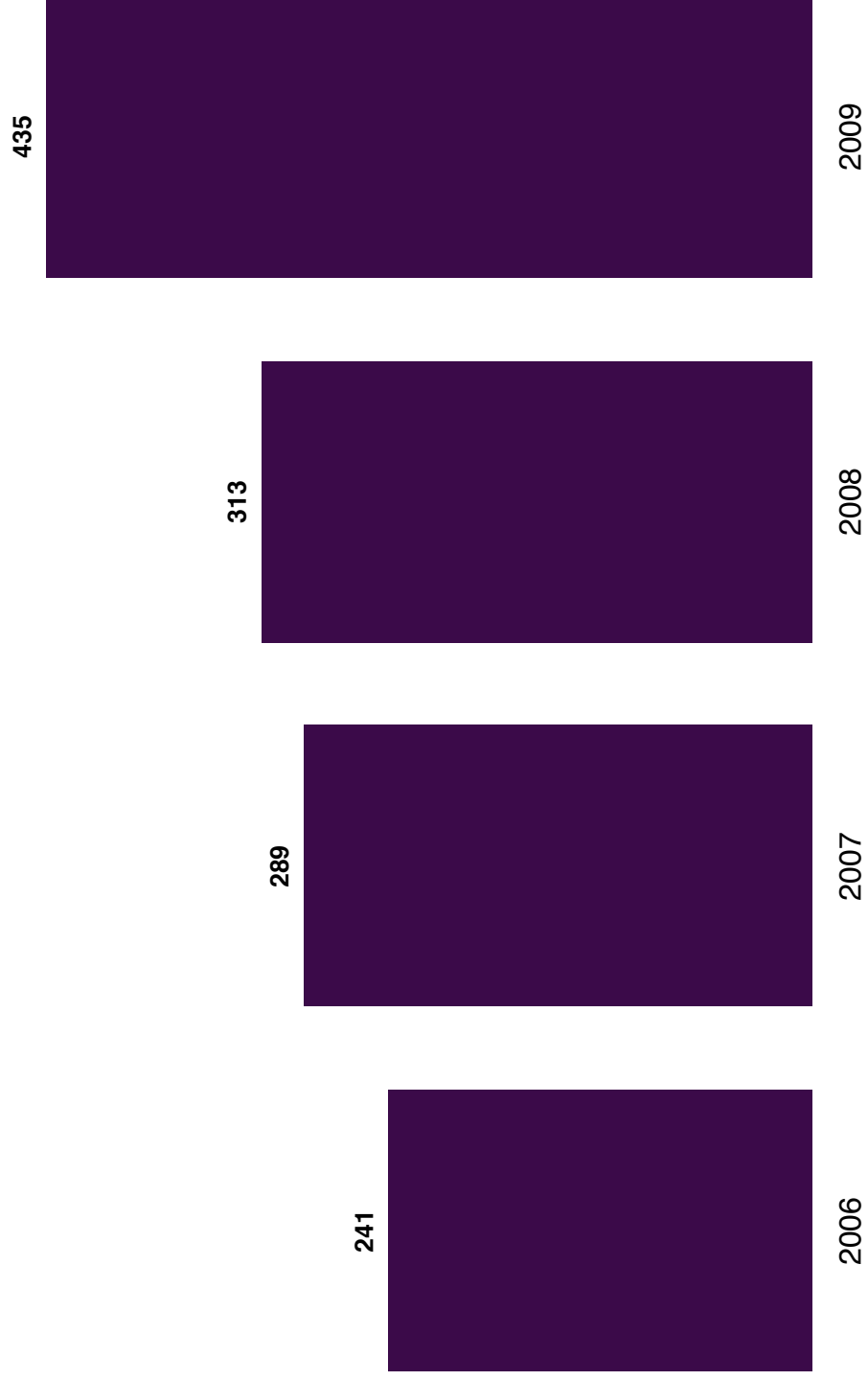


Nombre de formations collectives de 2005 à 2009

■ Nombre de participants et participantes



Nombre de dossiers de 2006 à 2009



Concertation

Sur le plan local

- membre de la Corporation de développement communautaire des Maskoutains (CDC);
- membre de la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska (CDC);
- membre de Solidarité populaire Richelieu-Yamaska (SPRY);
- membre de la Coalition des Sans-chemise Saint-Hyacinthe/Acton Vale;/Granby.
- membre de l'ACEF Montérégie-Est;
- membre du Regroupement des accidentés de la Montérégie (RAM);
- membre de Solidarité itinérance des Maskoutains.

Sur le plan régional

- membre de la Coalition des Sans-chemise Richelieu-Yamaska;
- membre de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (TROVEP Montérégie).

Sur le plan national

- membre du Conseil national des chômeurs (CNC);
- membre du Front de défense des non-syndiqués (FDNS).

Conclusion

L'année 2009 a été dévastatrice en terme de pertes d'emplois sur le territoire desservi par le Mouvement action chômage de Saint-Hyacinthe.

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de la région ont fait des démarches pour obtenir des prestations d'assurance-emploi. Pour bon nombre d'entre eux, la requête a été sans problème alors que plusieurs ont fait appel à nos services afin d'être mieux informés voire défendus.

D'autre part, les observateurs de l'économie régionale s'entendent pour dire que nous traversons une « récession de l'emploi manufacturier » engendrée par les effets de la récession, de la mondialisation et de la hausse du dollar canadien. Ce cocktail annonce une autre année de turbulences qui laisse présager certaines difficultés quant au maintien de certains types d'emplois dans la région.

On peut donc présumer raisonnablement que nos services seront encore davantage sollicités, phénomène qui est d'ailleurs commencé hélas depuis 2006.

Non seulement le MAC entend répondre efficacement à ces nouvelles demandes, mais il tient à mettre tout en oeuvre pour venir en aide aux travailleurs et aux travailleuses dont les emplois sont précarisés. Or, les ressources dont nous disposons, tant humaines que financières, sont limitées.

Nous avons déjà amorcé des recherches de financement pour nous assurer des ressources humaines supplémentaires, mais l'exercice est ardu et cela empiète sur notre temps devenu trop rare. Un appel est également lancé aux ressources bénévoles et nous le maintiendrons dans les mois qui viennent. Cependant, il importe de comprendre que le type de service que nous offrons demande une somme de connaissances considérable nécessitant du temps et de l'encadrement. Cependant, nous sommes convaincus que plusieurs voudront relever le défi.

Par ailleurs, le MAC a entrepris certaines mesures visant l'amélioration des services offerts à la communauté. À cet égard, notre site Internet a été complètement remanié de manière à le rendre plus convivial. Nous avons considérablement élargi notre liste d'envois des bulletins « Synthèse-EXPRESS » qui continueront à fournir des informations utiles sur l'actualité du monde du travail, de même que par les billets de réseaux sociaux tel Facebook ou Twitter.

Pour la défense des travailleurs et des travailleuses

L'année 2010 apportera elle aussi son lot de défis à relever. Plus que jamais la mission du MAC trouve son importance et sa pertinence dans la définition du sort que réserve notre collectivité aux travailleurs et aux travailleuses en situation de chômage.

Le MAC continuera d'offrir un service de défense collectif des droits, au diapason des lois en vigueur. Il fournira de l'information et de la formation préventive dans une perspective d'éducation populaire. Il maintiendra ses interventions publiques pour que les modifications nécessaires au régime d'assurance-emploi soient apportées.

Parallèlement à ces activités, le MAC continuera d'intervenir auprès des décideurs locaux et régionaux afin de veiller au sort réservé à ceux et celles dont les emplois sont fragilisés par la nouvelle réalité économique.

Solidement implanté dans sa communauté depuis 1982, le MAC se positionne comme un intervenant incontournable, crédible et proactif auprès des entreprises, des syndicats, des organismes communautaires, des organisations gouvernementales et paragouvernementales, afin de s'assurer que toutes les mesures soient prises pour respecter l'intégrité et la dignité des travailleurs et des travailleuses.

Robert Ransom, président du CA et Yvan Boulay, coordonnateur

Plan d'action 2010

1. Garantir un service d'information, de formation et de défense.
2. Maintenir nos activités d'éducation populaire autonome auprès de la population.
 - 2.1. Affecter une partie de notre temps à la transmission d'information sur l'application de la Loi sur l'assurance-emploi et des autres lois sociales liées au monde du travail;
 - 2.2. Élaborer de nouvelles stratégies pour diffuser cette information.
3. Soutenir nos revendications face aux différentes réformes des programmes sociaux et à la reconnaissance de l'action communautaire autonome. Comment ? En maintenant notre présence à l'intérieur des différents regroupements d'organismes communautaires et des instances chargées de l'application de ces programmes.
4. Référer aux avocats, aux spécialistes ou aux groupes communautaires pertinents les causes de CSST, Normes du travail, Conseils Arbitraux, Juges Arbitres ou Revenu Canada, en prenant soin de ne pas léser les prestataires.
5. Encourager l'implication de bénévoles dans notre organisme et par la suite, leur assurer un accompagnement et un suivi leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences.
6. Prioriser, dans la mesure du possible, l'embauche de travailleurs sans emploi au sein de notre organisme.
7. Former un comité de financement qui aura comme mandat de rechercher de nouvelles sources de financement.
8. Intervenir auprès des entreprises, des syndicats, des organismes communautaires, gouvernementales et paragouvernementales, afin d'assurer que toutes les mesures soient prises pour respecter l'intégrité et la dignité des travailleurs et des travailleuses.



1920, des Cascades
Saint-Hyacinthe J2S 3J5
Téléphone : (450) 771-0505

Sans frais : 1 800 463-0505
Télécopieur : (450) 771-0767
thilac1@part.gc.ca
www.evemarythailiac.com

Eve Mary Thai Thi Lao
Députée Saint-Hyacinthe—Bagot
Député du Bloc Québécois



430, rue Bonin
Acton Vale J0H 1A0
Téléphone : (450) 546-0725


Sans frais : 1 800 463-0505
Télécopieur : (450) 771-0767
thilac1@part.gc.ca
www.evemarythailiac.com

Eve Mary Thai Thi Lao
Députée Saint-Hyacinthe—Bagot
Député du Bloc Québécois



ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Émilien Pelletier, Député de Saint-Hyacinthe
800, av. Sainte-Anne, Bureau 400, Saint-Hyacinthe, Qc
J2S 5G7, (450) 773-0550
epelletier-sahy@asn.qc.ca



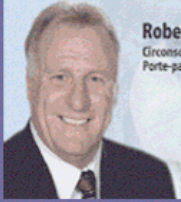
ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Étienne-Alexis Boucher, Député de Johnson
1031, rue Saint-André, Acton Vale, Qc
J0H 1A0, (450) 546-3251 ou 1-800-969-3793
eaboucher-john@assnat.qc.ca



Porte-parole Ressources humaines
et Développement social
1, rue Robert
Saint-Basile-le-Grand, Québec
J0V 1L7
Tel. : (450) 441-7802
Télec. : (450) 441-2674
Sans frais : 1 877 741-7802
lessay1@part.gc.ca

Yves Lessard
Chambly—Borduas
Député du Bloc Québécois



Robert Vincent, député
Circonscription fédérale de Shefford
Porte-parole adjoint du Bloc Québécois
en matière d'industrie
25, rue Dufferin, suite 101
Granby (Québec) J2G 4W5
Tél. : (450) 378-3221
Télec. : (450) 378-3380
robertvincent_depute@yahoo.ca



ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

François Bonnardel
DÉPUTÉ DE SHEFFORD
WHIP EN CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PORTE-PAROLE EN MATIÈRE DE FAMILLE
MEMBRE DE LA COMMISSION DE LA CULTURE

Bureau de Granby
288, rue Principale, bureau 4
Granby (Québec)
J2G 2W6
Téléphone : 450 372-9132
Télécopieur : 450 372-3340



ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC


Pierre Curzi, Député de Borduas
535, boul. Sir Wilfrid-Laurier, Bureau 304, Beloeil, Qc,
J3G 5E8, (450) 464-5505
PCURZI-BORD@ASSNAT.QC.CA



Organisme membre de
Centraide Richelieu-Yamaska

Secrétariat à l'action
communautaire
autonome et
aux initiatives
sociales

Québec



Saint-Hyacinthe
Technopole

CLD Les Maskoutains




CLD
RÉGION D'ACTON

CNC
CONSEIL NATIONAL
DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

354, avenue des Pins Ouest
Montréal, Québec H2W 1S1
Téléphone : (514) 933-3764
Télécopieur : (514) 933-4074
Courriel : cnc@comtechomeage.qc.ca

Les Sans-Chemise
Coordination Nationale



CSN
7900, boul. Taschereau Ouest
Édifice E, bureau 100
Brossard, Québec
J4X 1C2



Fédération
des syndicats
de l'enseignement (CSQ)

5650, boul. Laurier
Saint-Hyacinthe, Québec
J2S 3V8
Tél. : (450) 774-1662
Télec. : (450) 774-3113
z49.val.maaka@csq.qc.net



Syndicat
Québécois de
Construction

2121, avenue Sainte-Anne
bureau 102
Saint-Hyacinthe, Québec
J2S 5H5
Tél. : (450) 773-8833
1 888 773-8834
Télec. : (450) 773-2232
info@sqc.ca

CFID
103,7 FM
Radio
Acton



l'elandemain
CENTRE PSYCHOSOCIAL

Soutien en
Réadaptation Santé
Intégration sociale Mentale

Pour informations 450-773-1022 ext. 221



SOGETEL

à dimension humaine



Jean-Philippe Barbeau
Brasseur

(450) 851-0660
jpb@artisanbrasseur.com
http://www.artisanbrasseur.com

Loup Range
artisan brasseur
coopérative
de travailleurs

78, rue du Roi
Saint-Trois, Qc
J3P 4M5



MOUVEMENT DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS QUÉBÉCOISES
QUÉBEC-CANADA

3115 rue Monsabre, Montréal, Québec, H1N 2L3
tel. : (514) 254-5103 buisemtcn@videotron.ca



Résidence funéraire Maska
Une approche humaine

Yves Richard, Directeur général

5205, boul. Laurier Ouest
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 3V5
Courriel: coopfun@netco.ca
Site web: www.residencefunerairemaska.qc.ca
Tél.: 450.773.8256 Fax: 450.773.4046
Sans Frais: 1.877.773.8256